

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GATS/SC/18/Suppl.1

28 juillet 1995

(95-2204)

Commerce des services

CHILI

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 1

(Seul le texte espagnol fait foi)

Le présent texte remplace la section intitulée "Services financiers" qui figure aux pages 16 à 35 du document GATS/SC/18.

CHILI - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
SERVICES FINANCIERS	<p>3) En sus des engagements horizontaux qui figurent dans la section I de la liste d'engagements du Chili et qui concernent l'ensemble des secteurs, le fournisseur de services financiers qui intervient par l'entremise d'une présence commerciale pourra être soumis à l'examen des besoins économiques. Cela veut dire qu'il devra, pour entreprendre, suspendre ou cesser ses opérations, obtenir l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers dans le cas des services bancaires, ou de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances dans le cas des services concernant ces dernières.</p> <p>L'autorisation de fournir des services financiers par l'entremise d'une présence commerciale sera accordée dans la mesure où le requérant garantit le fonctionnement, l'intégrité et la stabilité du marché, se conforme aux conditions prescrites par la loi et sert l'intérêt national.</p> <p>Il est envisagé une segmentation partielle du secteur des services financiers au Chili. En d'autres termes, les organismes,</p>			

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>a) Services bancaires</p>	<p>nationaux ou étrangers, autorisés à agir en qualité de banques ne pourront intervenir directement dans la négociation d'assurances ou de valeurs mobilières, et inversement. Cependant, les banques nationales ou étrangères qui travaillent au Chili pourront, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers, créer des filiales à capitaux propres pour fournir des services financiers complémentaires.</p> <p>Les établissements bancaires étrangers devront être des sociétés légalement constituées dans leur pays d'origine et constituer au Chili le capital imposé par la loi. En cas de participation au capital de banques chiliennes établies ou en cas de création de filiales, ils devront acquérir la personnalité juridique au Chili.</p> <p>Les établissements bancaires pourront uniquement agir:</p> <p>i) par le biais d'une participation au capital de banques chiliennes constituées en sociétés anonymes;</p>		

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>ii) en qualité de filiales; et</p> <p>iii) en qualité de succursales, auquel cas ils sont réputés avoir la personnalité juridique dans le pays d'origine. Aux fins des activités des succursales de banques étrangères au Chili, le capital pris en considération est celui qui est effectivement constitué au Chili et non celui de la société mère.</p> <p>Aucune personne physique ou morale, nationale ou étrangère, ne peut acquérir directement ni par l'entremise de tiers des actions d'une banque qui, seules ou additionnées à celles qu'elle possède déjà, représenteraient plus de 10 pour cent du capital de cette banque, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de l'Inspection générale des banques et établissements financiers. De même, les associés ou actionnaires d'un établissement financier ne pourront céder un pourcentage de droits ou d'actions de leur société qui dépasserait 10 pour cent sans l'autorisation préalable de l'Inspection générale.</p>	<p>Les investisseurs étrangers qui participent au secteur des services financiers pourront transférer à l'étranger leurs capitaux à l'issue d'un délai de deux (2) ans après l'entrée des capitaux.</p>	

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de dépôts (81115-81119) ¹	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Acquisition de titres offerts au public (8132) ²	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

- 1 Exclusivement: comptes courants bancaires, dépôts à vue, dépôts à terme, dépôts d'épargne, contrats de rachat d'instruments financiers, dépôts pour l'émission de certificats de garantie bancaire.
- 2 Exclusivement: achat de bons et de lettres de crédit, garantie et placement en qualité d'agent, prise ferme.

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Octroi de crédits (8113) ¹	1) Néant ²	1) Néant	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Emission de cartes de crédit	1) Néant ³	1) Néant	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

- 1 Exclusivement: prêts personnels, escompte ou acquisition de lettres de change et billets à ordre, prêts sur lettres de crédit, créances hypothécaires endossables, acquisition d'instruments financiers sous convention de revente, crédit pour l'émission de certificats de garantie bancaire ou autres types de financement, aval et cautionnement d'obligations de tiers, émission et négociation de lettres de crédit pour l'importation ou l'exportation, émission et confirmation de lettres de crédit (stand-by).
- 2 Limité aux crédits de trésorerie, au financement des importations ou exportations, à la confirmation des lettres de crédit, aux avances et aux découverts en comptes courants. Ces services ne peuvent être concédés aux banques agréées qu'avec l'autorisation préalable de la Banque centrale du Chili. Pour les autres services d'octroi de crédits, non consolidé.
- 3 Limité aux cartes de crédit émises à l'extérieur et en circulation au Chili moyennant convention préalable avec une banque ou un opérateur établi au Chili.

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
Services de cartes de crédit	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
Fourniture et transfert d'informations financières et traitement de données financières (8131)	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
Services de conseil financier et autres services financiers auxiliaires (8131) (Services administratifs liés à la gestion des services bancaires inclus dans la présente liste, exclusivement)	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Crédit-bail (81112)	<p>Les services de conseil financier et d'autres services financiers auxiliaires (8131) sont considérés au Chili comme des services complémentaires de ceux que peuvent prêter les banques établies. En conséquence, les banques, nationales ou étrangères, doivent constituer des filiales à capital propre pour pouvoir fournir ces services et doivent obtenir l'autorisation à cet effet de l'Inspection générale des banques et établissements financiers.</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Seules les banques, nationales ou étrangères, établies au Chili peuvent fournir des services de crédit-bail. Pour cela, elles doivent constituer des personnes morales différentes (filiales) à capital propre et se consacrant uniquement à cette activité, avec l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers. Ces sociétés peuvent</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>b) Services d'assurance et de réassurance</p>	<p>offrir des contrats de leasing sur des biens acquis à la demande du client, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas acquérir en propre des biens pour les conserver en stock et les proposer en location. Ces filiales ne peuvent fournir que les services expressément autorisés par l'Inspection générale des banques et établissements financiers. Les services de crédit-bail sont considérés comme des services bancaires complémentaires et, en conséquence, l'Inspection générale des banques et établissements financiers a la faculté d'élargir ou de limiter le champ des services de crédit-bail offerts par ces filiales.</p> <p>Ces services ne peuvent être fournis que par des sociétés anonymes d'assurance et de réassurance constituées au Chili et se consacrant uniquement à cette activité. La constitution des sociétés anonymes d'assurance et de réassurance doit se conformer aux dispositions de la loi sur les sociétés anonymes.</p> <p>La réassurance des contrats conclus au Chili sera réalisée par les organismes d'assurance et de réassurance avec des compagnies d'assurance et de réassurance autorisées à exercer leurs activités au Chili.</p>		

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Seuls sont autorisés à pratiquer la réassurance:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les assureurs établis dans le pays et les sociétés anonymes qui ont pour but exclusif de réassurer l'un des deux groupes signalés plus loin, sous le contrôle de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances, et 2. les compagnies étrangères de réassurance inscrites au registre des réassureurs étrangers tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. <p>De plus, les organismes d'assurance et de réassurance pourront eux aussi se réassurer en faisant appel à des intermédiaires ou courtiers inscrits au registre des courtiers de réassurance tenu par l'Inspection générale.</p> <p>Le marché des assurances se partage au Chili entre deux groupes d'entreprises: le premier groupe comprend les compagnies qui assurent contre les risques de perte et d'endommagement d'objets ou de patrimoine.</p>		

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>Dans le deuxième groupe entrent celles qui couvrent les risques des personnes ou qui garantissent à l'assuré ou à ses bénéficiaires, durant un certain temps ou à l'expiration d'un certain délai, le versement d'un capital, d'un montant forfaitaire ou d'une rente. Aucune compagnie d'assurance ne peut couvrir les risques des deux catégories.</p> <p>Les compagnies d'assurance du crédit, bien qu'elles entrent dans le premier groupe, doivent se constituer en sociétés anonymes qui ont pour objet exclusif de couvrir ce genre de risque, c'est-à-dire la perte ou la détérioration du patrimoine de l'assuré résultant du non-règlement d'une obligation ou d'une créance monétaires et elles peuvent en outre couvrir les risques de garantie et de loyauté.</p> <p>La liste chilienne concernant les assurances ne comprend pas les assurances liées à la sécurité sociale.</p>			

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Offre d'assurances-vie directes (non compris les assurances liées à la sécurité sociale) (81211)	<p>Les assurances peuvent être contractées directement ou par l'intermédiaire de courtiers d'assurance qui, pour exercer leur activité, doivent être inscrits au registre tenu à cet effet par l'Inspection générale et répondre aux conditions de caractère prudentiel fixées par la loi.</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
Offre d'assurances générales directes (8129)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
Offre d'assurances générales directes Assurance du crédit (81296)	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
Réassurance (81299)	1) Les compagnies étrangères de réassurance doivent se faire inscrire au registre des réassureurs étrangers tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et respecter les conditions imposées par cet organisme.	1) Les primes acquittées à ce titre sont assujetties à un impôt de 6 pour cent.		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Courtiers de réassurance (Intermédiation en réassurance) (8140)	1) Néant	1) Néant	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Les courtiers de réassurance doivent se faire inscrire au registre des courtiers de réassurance tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et respecter les conditions fixées par cet organisme.	3) Néant	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Courtiers d'assurance (8140)	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Obligation de s'inscrire au registre de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et de respecter les conditions fixées par cet organisme. Accès réservé aux personnes morales légalement constituées au Chili à cet effet particulier.	3) Néant	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>c) Services liés aux marchés des valeurs mobilières</p>	<p>L'intermédiation sur valeurs mobilières offertes au public peut être pratiquée par des personnes physiques ou morales constituées en firmes de courtage, qui peuvent intervenir en qualité de membres d'une bourse des valeurs (courtiers en bourse) ou hors bourse (courtiers en valeurs). Cependant, l'intermédiation en bourse sur actions ou sur des valeurs qui en sont dérivées (options privilégiées) est réservée aux courtiers en bourse. Les autres valeurs peuvent être négociées par des courtiers en bourse ou des courtiers en valeurs enregistrés auprès de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances, ou bien par les banques et sociétés financières conformément à leurs attributions légales.</p> <p>La gestion des portefeuilles financiers a pour objet la diversification, pour le compte de personnes tierces, des investissements entre plusieurs instruments financiers.</p> <p>La liste chilienne concernant les valeurs mobilières ne s'étend pas à la gestion des fonds patrimoniaux (caisses mutuelles, fonds d'investissement, fonds d'investissement de capitaux étrangers et caisses de pensions).</p>		

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les services d'évaluation des risques liés aux valeurs mobilières offertes au public sont assurés par des entreprises inscrites à ce titre au registre des organismes d'évaluation des risques tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances, qui doivent être constituées en sociétés de personnes conformément à la loi, sous la tutelle de cette Inspection générale. Les entreprises d'évaluation des risques liés aux valeurs mobilières émises par les banques ou sociétés financières sont placées, quant à elles, sous la tutelle de l'Inspection générale des banques et établissements financiers.</p> <p>La garde des valeurs mobilières consiste à conserver matériellement les titres ou valeurs mobilières des clients, et peut être assurée par les intermédiaires en valeurs mobilières (activité complémentaire) ou par des particuliers. La liste chilienne concernant les valeurs mobilières ne s'étend pas aux services offerts par les organismes qui assurent concurrentement la garde, la compensation et la liquidation des valeurs mobilières (dépositaires de titres).</p>		

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
Intermédiation sur valeurs offertes au public, à l'exception des actions (81321) ¹	Les services de consultations financières comprennent les activités qui ont pour but de donner des conseils financiers concernant les diverses possibilités de financement, l'évaluation des projets, la présentation de possibilités diverses d'investissement, la proposition de stratégies de rééchelonnement de la dette, entre autres.			
	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Néant ²	3) Néant		
Intermédiation sur actions de sociétés anonymes ³ (81321)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		

1 Est exclue l'intermédiation sur actions. Y compris la garantie et le placement en qualité d'agent, ainsi que la prise ferme.
2 Ces intermédiaires doivent limiter leurs interventions à l'achat et à la vente de valeurs mobilières, mais ils peuvent également exercer des activités complémentaires avec l'autorisation de l'Inspection générale.
3 Y compris la garantie et le placement en qualité d'agent, ainsi que la prise ferme.

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Gestion de portefeuilles financiers (81323) La gestion de portefeuilles financiers a pour objet la diversification, pour le compte de personnes tierces, des investissements en plusieurs instruments (en est exclue la gestion des caisses mutuelles, des fonds d'investissement de capitaux étrangers, des fonds d'investissement et des caisses de pensions).	<p>3) Néant¹</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant²</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

- 1 Ces intermédiaires doivent limiter leurs interventions à l'achat et à la vente de valeurs mobilières mais ils peuvent également entreprendre des activités complémentaires avec l'autorisation de l'Inspection générale. De plus, pour exercer, ils doivent acquérir une action à la bourse des valeurs où ils exerceront leurs activités de courtage et doivent aussi être agréés comme membres de cette bourse.
- 2 Les gestionnaires de portefeuilles financiers en qualité d'intermédiaires en valeurs mobilières doivent se conformer aux prescriptions et conditions applicables à leur fonction principale (c'est-à-dire celle de courtier en bourse ou d'agent de change). A défaut, dans le cas d'autres personnes morales, la même activité pourra être exercée en vertu d'un mandat général d'intervention pour le compte de tiers.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
Evaluation des risques liés aux titres et valeurs mobilières (81339) ¹	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les organismes d'évaluation des risques doivent avoir comme but exclusif l'évaluation des titres offerts au public mais peuvent exercer en outre des activités complémentaires autorisées par l'Inspection générale. En outre, elles doivent être constituées en sociétés de personnes et inscrites au Registre des organismes d'évaluation des risques, tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Parmi les conditions particulières à remplir figurent les suivantes: - le capital de la société doit appartenir au moins à raison de 60 pour cent aux principaux associés;	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant		

1 Il s'agit exclusivement d'évaluer les risques liés aux titres offerts au public ou d'émettre un avis les concernant.

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Garde de titres (81319) A l'exclusion des services offerts par les organismes qui assurent concurrence la garde, la compensation et la liquidation des valeurs mobilières (dépositaires de titres)	<p>- le conseil d'évaluation des risques doit être composé de professionnels diplômés de l'université ou titulaires de diplômes supérieurs équivalents, d'un passé commercial irréprochable, et dont la majorité ait une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans le domaine de l'économie et des finances.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant¹</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

1 Les personnes assurant la garde de titres en qualité d'intermédiaires en valeurs mobilières doivent se conformer aux prescriptions et conditions applicables à leur fonction principale (c'est-à-dire celle de courtier en bourse ou d'agent de change).

CHILI (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
Services de consultations financières (81332) Les services de consultations financières sont uniquement les services liés au marché des valeurs mobilières qui sont inclus dans cette liste.	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Intermédiaires sur le marché des valeurs, filiales bancaires et autres personnes physiques ou morales, uniquement ¹	3) Néant		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
Warrants	1) Non consolidé*	1) Non consolidé*		
Services de stockage de marchandises avec émission d'un certificat de dépôt et d'un bon d'enlèvement	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Réserve aux personnes physiques ou morales légalement constituées au Chili qui ont uniquement pour fonction la prestation de services liés aux warrants	3) Néant		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

1 Les personnes fournissant des services de consultations financières en qualité d'intermédiaires en valeurs mobilières doivent se conformer aux prescriptions et conditions applicables à leur fonction principale (c'est-à-dire celle de courtier en bourse ou d'agent de change). A défaut, cette activité est subordonnée à la constitution en personne morale.